



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 26/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PASSARD**

3 Boulevard de la Mouillelongue  
71210 Torcy

Références : CP/MV/2024/C\_109  
Code AIOT : 0025200064

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement PASSARD implanté 3 BOULEVARD DE LA MOUILLELONGUE 71210 TORCY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion des DEEE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASSARD
- 3 BOULEVARD DE LA MOUILLELONGUE 71210 TORCY
- Code AIOT : 0025200064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement PASSARD SAS, situé 3 boulevard de la Mouillelongue, exerce une activité de tri, transit et de regroupement de déchets métalliques et de batteries apportés par les producteurs ou collectés auprès de clients.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trafic D3E

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Hauteur de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9, L512-1, L512-7 & L512-8	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
4	Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
5	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
6	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater que l'exploitant effectuait des opérations de gestion de DEEE. Bien que cette activité soit limitée, elle se situe sous le seuil de la déclaration au titre de la législation relative aux installations classées, la gestion de DEEE nécessite d'avoir conclu un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de

collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents.

Pour son site de TORCY, l'exploitant n'a pas conclu de contrat.

Il devra soit mettre fin à son activité de gestion de DEEE sur ce site ou conclure un des contrat exigé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9, L512-1, L512-7 & L512-8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
<b>Prescription contrôlée :</b>  R511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  L512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.  L512-7 : I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.  L512-8 : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  <u>Situation administrative connue</u> L'arrêté préfectoral d'autorisation du site n° 375-RL/YB du 3 mai 1958 vise les rubriques : <ul style="list-style-type: none"><li>- n° 286 « Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc... »</li><li>- n° 128 « Chiffons usagés ou souillés (dépôts ou ateliers de triage de) »</li><li>- n° 325 « Os (Dépôts d') »</li><li>- n° 329 « Papiers usés ou souillés (dépôts de) »</li><li>- n° 339 « Peaux fraîches ou cuirs verts (Dépôts de) »</li></ul> Des déclarations d'antériorité ont été réalisées par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le 5 juillet 2010 pour la rubrique 2713</li><li>- le 25 août 2011 pour les rubriques 2714 et 2718</li></ul>

Une demande d'antériorité a été réalisée :  
- le 14 mars 2013 pour la rubrique 2710

Il est considéré que l'exploitant peut exercer les activités relevant des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2710 : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : régime de l'autorisation
- 2718 : Installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux : régime de l'autorisation
- 2713 : Installation de tri, transit, regroupement et préparation en vue de la réutilisation de déchets de métaux : régime de l'enregistrement.

Les activités visées à la rubrique 2714 ( tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques...) ne sont pas exercées sur le site (constat fait lors de précédente visite du 12/02/2020)

**L'inspection du 25/04/2024** a permis de constater que les activités exercées sur le site sont le stockage et le tri de métaux et alliages de métaux non dangereux, ainsi que le stockage de batteries de véhicules automobiles (une benne de 8 m<sup>3</sup> soit 10 tonnes, pour un maximum de 50 t/an). Le site est également une installation de collecte de ces déchets apportés par le producteur initial de ces déchets (apports volontaires de particuliers, artisans ...).

Le tas de ferraille « platin » comportait plusieurs D3E en partie démontés (chauffe-eau, frigo). Ce tas est alimenté par les apports de petits collecteurs ou des artisans.

Il a été constaté que l'exploitant dispose d'une aire dédiées au démontage d'armoires électriques récupérées auprès de professionnels. Cette aire accueille une benne de circuits électroniques. La présence d'un stock de câbles téléphoniques a été également constatée. L'exploitant a indiqué que les câbles étaient uniquement en transit pour un client.

L'activité liée aux DEEE est limitée. Le volume de DEEE présents sur le site le jour de l'inspection est inférieur à 100 m<sup>3</sup>

Dans l'état actuel des choses, l'inspection ne relève pas de non-conformité vis-à-vis du régime de classement de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".  
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de

<p>petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est inscrit dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets Trackdéchets.</p> <p>Au cours des 12 derniers mois, l'établissement a déclaré avoir évacué environ 5 tonnes de batteries (BSD du 17/07/2023), ce qui semble cohérent avec les quantités observées sur le site (moins d'une benne).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Contrat avec un éco-organisme**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p>

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'établissement est un opérateur de transit, de regroupement et, de façon marginale, de traitement de déchets métalliques, dont quelques DEEE.

Concernant les DEEE (voir le point de contrôle n°1), l'activité est limitée mais nécessite cependant de contractualiser avec un éco-organisme ou avec un opérateur de traitement ayant lui-même contractualisé

L'établissement n'a conclu aucun contrat pour les opérations qu'il réalise.

L'exploitant doit :

- soit cesser l'activité de prise en charge et traitement de DEEE,
- soit conclure un contrat avec un éco-organisme ou avec un opérateur de traitement ayant lui-même contractualisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- soit cesser l'activité de prise en charge et de traitement de DEEE,
- soit conclure un contrat avec un éco-organisme ou avec un opérateur de traitement ayant lui-même contractualisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)

<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;</li> <li>- piles et accumulateurs ;</li> <li>- cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;</li> <li>- cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;</li> <li>- matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;</li> <li>- déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;</li> <li>- tubes cathodiques ;</li> <li>- chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;</li> <li>- lampes à décharge ;</li> <li>- écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</li> <li>- câbles électriques extérieurs ;</li> <li>- composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</li> <li>- composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</li> <li>- condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur &gt; 25 mm, diamètre &gt; 25 mm ou volume proportionnellement similaire).</li> </ul> <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité de traitement de DEEE est limitée au démontage d'armoires électriques (retrait des câbles et composants).</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité pour ce qui est des modalités de traitement de ces DEEE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>N° 5 :</b> Extraction des piles et accumulateurs portables</p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement collecte des piles et petits accumulateurs apportés par les détenteurs. Il dispose d'un contrat avec l'éco-organisme Corepile.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.</li> <li>- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>. l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>. l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> </li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les aires de stockage sont dotées d'une dalle béton.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont collectées et transitent dans un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau communal des eaux pluviales.</p> <p>Les batteries sont stockées sous abri.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Hauteur de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que la hauteur d'entreposage des ferraille "platins" dépassait 3 mètres bien que des bâtiments à usage d'habitation soient présents à moins de 100 mètres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réduire la hauteur d'entreposage des déchets à moins de 3 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois